

SOMMAIRE

Une : Droits et libertés – Orga et Vie syndicale / **p.2** 21 septembre 2026 : « Guerre à la guerre ! » / **p.3** TOTAL AZF : responsable et coupable ! / **p.4** Tract : « Le 29 septembre : renforcer nos services publics, le combat de tous ! » /

l'agenda



14 - 16 octobre 2026 :

Colloque UFR

20 octobre 2026 :

Formation

COGITIEL/COGETISE

27 octobre 2026 :

Journée d'étude : Comment
s'opposer aux PSE ?

Réunions de branches



10/09 Chimie : CPPNI

10/09 Négoc : CMPPNI

15/09 Officines : CMPPNI

17/09 Plasturgie : CMPPNI

24/09 Chimie : GTP

24/09 Industrie et services
nautiques : CPPNI

24/09 Plasturgie : CPNEFP

29/09 Plasturgie : SPP

9/10 Caoutchouc : CPPNI

(handicap)

23/10 Caoutchouc : CPPNI égalité pro

Collectifs régionaux

25/09 Rhône-Alpes : Bourse de
Lyon

05/10 Ile-de-France : Montreuil

09/10 Normandie : UL du
Grand-Quevilly

25/09 Collectif PICARDIE :

Compiègne

Droits et libertés

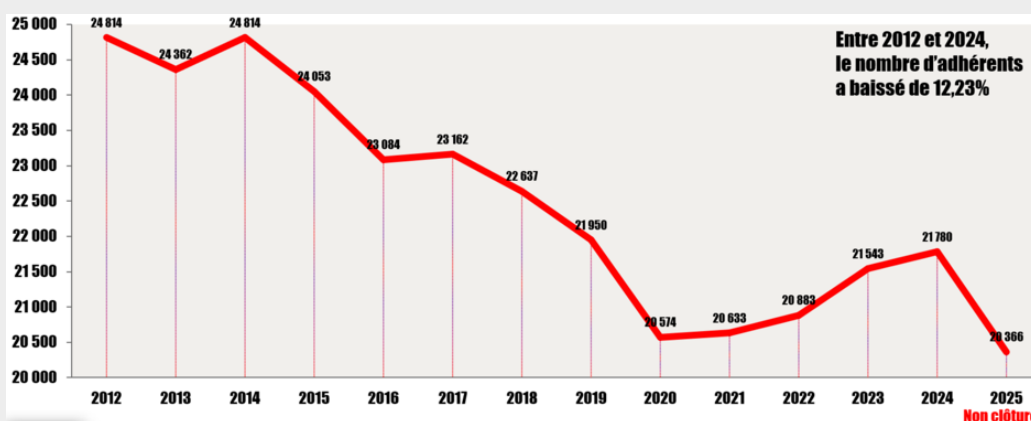
Loi de programmation militaire : les travailleurs mobilisables pour l'économie de guerre ?

La loi du 16 août 2026 transforme des secteurs entiers (défense, énergie, nucléaire, transports...) en bases arrière de l'économie de guerre. Les employeurs doivent y désigner les emplois et sous traitants « indispensables », puis notifier aux salariés qu'ils sont prioritairement mobilisables.

Un « état d'alerte de sécurité nationale », activable par décret, permet alors de suspendre les règles du temps de travail, de la santé et de la sécurité, et de contourner les consultations syndicales. En clair : en cas de « crise », la classe ouvrière de ces secteurs sera contrainte de travailler plus, plus vite, avec moins de protections, pour garantir les profits et l'effort militaire.

Derrière la « sécurité nationale », c'est une question de classe : **qui paiera le prix de cette mobilisation ? Pour la FNIC CGT, les travailleurs ne sont pas la variable d'ajustement d'une économie tournée vers la guerre. Nos droits et notre sécurité ne sont pas négociables.**

Orga et vie syndicale.



Les chiffres

La France compte 5,6 millions de personnes pauvres si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian et 9,8 millions si l'on utilise le seuil de 60 %, selon les données de 2024 (dernière année disponible) de l'Insee.

2 355 enfants, dont 514 âgés de moins de 3 ans, dorment toujours dehors, faute de solution après un appel au 115, soit 42 % de plus qu'en 2022.

(Sources : UNICEF et FAS)

Actualité sociale

21 septembre 2026 : « Guerre à la guerre ! »

Le combat pour la paix n'est pas un « plus » que nous apportons à nos revendications, il s'inscrit de façon centrale dans notre programme revendicatif, sachant combien notre pouvoir d'achat, notre emploi, nos conditions de vie et de travail sont étroitement liés à une politique de paix, de désarmement, de développement vers un nouvel ordre économique international.

La guerre est inhérente au Capital, la guerre éradique les revendications des travailleurs. Exiger la Paix, c'est mettre fin au capitalisme et construire un système qui ne repose plus sur l'accumulation de capital, mais plutôt sur les besoins de l'Humanité.

La guerre est toujours présentée comme le résultat d'un inéluctable enchaînement de causes, toutes justifiées par nos dirigeants : les bombardements en Syrie, en Libye, en Irak, en Iran, en Ukraine, à Gaza, ou ailleurs sont présentés comme nécessaires dans la lutte contre le « mal », contre des terroristes. Mais les véritables enjeux, ceux de l'énergie (gaz, pétrole, eau), de la maximisation des profits, sont occultés. Les guerres ne sont que le fait de quelques-uns d'extrême droite, Trump, Poutine et Netanyahou, comme veulent nous le démontrer les médias du capital, mais bien des guerres dirigées au service du capital, pour remplacer le droit international par la loi du plus fort, ou plutôt du plus riche.

Le chiffre d'affaires global de l'industrie mondiale de l'armement a atteint un record de 679 milliards de dollars (en hausse d'environ 6 %), porté par la forte demande liée aux conflits en Ukraine et au Moyen-Orient.

En France, la production militaire représente 40 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 65 % sont exportés, faisant de la France le deuxième pays exportateur d'armes dans le monde.

Alors que la paix demande l'arrêt de toute fabrication d'armes et la mise en vigueur d'un désarmement total, la politique de Macron se traduit par un budget militaire de l'État qui passe de 32 milliards d'euros en 2017 à 53,7 milliards d'euros en 2026, et une prévision de 67,4 milliards en 2030, soit, en 13 ans, plus du doublement des dépenses militaires...

Pour maîtriser les comptes publics, le gouvernement impose ses choix : hors budget Défense, les budgets devront baisser de 4 milliards supplémentaires sur les dépenses de l'État, et de 2 milliards sur le champ social, notamment sur la Sécurité sociale.

Les travailleurs en paient déjà le prix fort avec l'explosion du coût de la vie et l'augmentation des dépenses militaires au détriment du budget des services publics, de la protection sociale et de la transition environnementale.

Le marché des armes et de la mort doit être en permanence dévoilé et dénoncé. Les armes chimiques représentent une particularité pour notre Fédération : ce sont nos industries, nos usines qui les fabriquent, ou sont en mesure de le faire.

La FNIC-CGT a joué un rôle majeur dans l'adoption à l'ONU de la convention d'interdiction des armes chimiques. Mais des textes à la réalité, il reste beaucoup à faire, à commencer par la destruction des stocks français, dont on peut craindre qu'il en persiste sur notre sol au mépris de la convention signée par l'État français.

Seule la vigilance constante des salariés peut déjouer toute velléité de fabrication d'armes ou précurseurs d'armes chimiques. C'est aussi pourquoi nous revendiquons : la reconversion des usines de productions d'armes, sous contrôle des travailleurs. Seul l'établissement d'une société socialiste pourra répondre aux besoins humains, créer des coopérations, prendre des mesures concrètes pour éradiquer la misère et l'ignorance, et permettre l'accès de tous aux soins, à l'éducation et à la culture. Seule cette société amènera la paix.

La FNIC-CGT appelle l'ensemble des syndicats, militants, syndiqués, salariés à participer activement à la Journée internationale d'action des syndicats pour la paix le 21 septembre !

**IL Y A 25 ANS, AZF EXPLOSAIT
À TOULOUSE, TUANT 31 PERSONNES.**

**TOTAL AZF
RESPONSABLE
ET COUPABLE !**



L'explosion qui a tué, en septembre 2001, 31 personnes et en blessait des dizaines de milliers d'autres n'est pas un « concours de circonstances fortuites », elle est la conséquence directe de l'exploitation capitaliste.

Ce système que nous combattons quotidiennement organise la précarité, la sous-traitance à outrance, le désinvestissement généralisé des outils de production, tout cela dans un seul but : **la quête perpétuelle du profit maximum.**

Si, pour cela, les prolétaires, les riverains, les familles doivent payer le prix fort, cela leur importe peu ! Il n'est pas inutile de rappeler qu'à AZF ce n'était pas le premier accident industriel et que, depuis, nous avons pu voir l'incendie meurtrier de Lubrizol à Rouen ou encore les dégagements gargantuesques de Sanofi rejetant 190 000 fois la norme de produits CMR (cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques).

**IL N'Y A QU'UN SEUL
RESPONSABLE :
C'EST LE CAPITAL
ET À TOULOUSE IL PORTE
UN NOM : TOTAL !**

Et parce que ces monopoles continuent d'empoisonner, d'intoxiquer voire de tuer, la commémoration d'AZF n'est pas seulement un moment de commémoration pour les victimes du capital mais un moment de lutte !

C'est à ce titre que la FNIC-CGT appelle à la grève le 23 septembre.

Lorsque la FNIC-CGT clame « plus jamais ça ! », c'est un engagement militant à imposer, par le rapport de force aux employeurs, des conditions de travail et des conditions de production qui respectent la vie humaine des salariés autant que celle des riverains.

La solution pour la FNIC-CGT ne peut être la fermeture qui jetterait dans la misère des milliers de familles, car ce ne sont pas les usines qui sont dangereuses mais la manière dont le capital les fait tourner. Ce rapport de force doit se construire en premier lieu avec les travailleurs au sein même des sites mais aussi en relation avec les riverains qui sont concernés.

**IL N'Y A QU'UNE SEULE VOIE
POSSIBLE POUR NOTRE CAMP :
LA LUTTE DANS LES ENTREPRISES
POUR IMPOSER :**

- L'interdiction des licenciements et des emplois intérimaires (CDI pour tous).
- La réinternalisation de la sous-traitance.
- Le retour des CHSCT avec des droits étendus.

**C'EST AVEC CES MOTS D'ORDRE
QUE LA FNIC-CGT APPELLE À LA GRÈVE
LE 23 SEPTEMBRE !**

**Rassemblement pour départ en manifestation
le 23 septembre à 14h au mémorial AZF, place
Pierre Potier à Toulouse, suivi d'un moment de
camaraderie à l'Union locale CGT de Toulouse
mirail.**



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES **CGT**

CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) .
FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LBM (0959) . PÉTROLE (1388) .
CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) .
NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

LE 29
SEPT :

**RENFORCER NOS
SERVICES PUBLICS
LE COMBAT DE TOUS !**

**L'ÉCOLE, L'HÔPITAL, LA SÉCURITÉ SOCIALE,
LES TRANSPORTS, L'ÉNERGIE, LA POSTE : NOS
SERVICES PUBLICS APPARTIENNENT À CELLES ET
CEUX QUI PRODUISENT LES RICHESSES DU PAYS,
PAS AU CAPITAL !**

Chaque fermeture de service, chaque suppression de poste, chaque économie budgétaire imposée au nom de l'austérité est une attaque directe contre les salariés, les retraités, les privés d'emploi, la jeunesse et l'ensemble de la population.

**DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS,
C'EST DÉFENDRE :**

- ➔ L'égalité des droits pour toutes et tous.
- ➔ La justice sociale contre les privilèges de quelques-uns.
- ➔ La solidarité entre les générations.
- ➔ L'emploi et l'aménagement de nos territoires.
- ➔ L'avenir de nos enfants.

**L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS
UNE FATALITÉ :**

C'EST UN CHOIX POLITIQUE

Depuis des années, les gouvernements successifs et le patronat organisent l'affaiblissement méthodique de nos services publics : fermetures de classes, manque de personnels dans les hôpitaux, dégradation des conditions de travail, abandon des territoires ruraux et industriels. Pendant qu'on demande toujours plus de sacrifices au monde du travail, les grands groupes distribuent des milliards en dividendes. Pendant que les services publics manquent de moyens, les fortunes des plus riches continuent de grossir.

L'argent existe. Le problème n'est pas le manque de moyens, mais le choix de les mettre au service du capital plutôt qu'au service de la population.

**NON À L'ÉCONOMIE
DE GUERRE,**

OUI À L'ÉCONOMIE SOCIALE !

Réduire les budgets de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et des collectivités pour financer d'autres priorités est un choix dangereux qui prépare une société toujours plus inégalitaire. Nous refusons un avenir fait de précarité, de désertification industrielle et de recul des services publics.

Nous voulons :

- ➔ Des emplois industriels pérennes et qualifiés.
- ➔ Des salaires évoluant à minima au niveau de l'inflation avec un SMIC à 2 400 €.
- ➔ Des services publics renforcés et présents partout.

Salariés de nos industries et des services publics, actifs et retraités, nous avons les mêmes intérêts face aux choix du patronat et du gouvernement.

**LE 29 SEPTEMBRE,
FAISONS CONVERGER
NOS LUTTES !
TOUS DANS LES
MANIFESTATIONS
À L'APPEL DE LA
FÉDÉRATION CGT DES
SERVICES PUBLICS !**

